

Les erreurs de prévision économique pour 1982

Alain Fonteneau

Responsable des prévisions au Département d'Econométrie de l'OFCE

L'examen des prévisions faites entre juin 1981 et juillet 1982 montre que la montée du dollar et l'ampleur de la récession mondiale n'ont été prévues ni par les organismes internationaux (OCDE, CEE) ni par les instituts de prévision français. En 1982, le PNB des pays de l'OCDE a baissé d'environ 0,5 % tandis que les prévisions élaborées avant la fin de l'année 1981 tablaient sur une croissance de 2 %. Les exportations françaises ont reculé de 3,7 % en volume, alors que la quasi-totalité des instituts prévoyait, avant décembre 1981, une croissance proche de 5 %.

Les diverses prévisions établies pour la France montrent que, de manière générale, la politique économique n'a pas été anticipée ou, lorsqu'elle l'a été, ses conséquences ont été le plus souvent mal appréciées. Il en est ainsi de l'impact inflationniste de la relance qui a été surestimé, alors que la croissance de l'investissement et de la consommation a été sous-estimée. Les conséquences des mesures d'accompagnement de la dévaluation de juin 1982 ont également été mal perçues. Les prévisionnistes ont surestimé l'impact récessif des mesures de rigueur sur la croissance du second semestre alors qu'ils ont sous-estimé le ralentissement des hausses nominales dû au blocage des prix et des revenus.

Dans un précédent article publié dans cette revue [1], nous avons analysé la fiabilité des prévisions macro-économiques pour la France sur la période 1970-1981. L'objet de celui-ci est d'actualiser cette étude en examinant comment les instituts de prévision avaient prévu l'évolution de l'économie française en 1982.

Pour ce faire, nous rappellerons tout d'abord quels ont été les résultats obtenus par l'économie française en 1981-1982. Compte tenu de l'importance de l'environnement international dans toute prévision, nous regarderons en second lieu quelles étaient les perspectives pour l'économie mondiale qui étaient prévues par les organismes internationaux en les comparant aux évolutions connues ou estimées aujourd'hui. Enfin, nous examinerons les prévisions officielles et non-officielles françaises publiées entre juin 1981 et juin 1982 en les comparant également aux réalisations.

Les comptes de l'économie française en 1981-1982

D'après les données provisoires des Comptes trimestriels⁽¹⁾, en 1982 le PIB marchand a crû de 1,9 % par rapport à 1981, alors qu'il a reculé de 1,0 % en RFA, 1,7 % aux Etats-Unis, 0,3 % en Italie, 1 % en Belgique et 1,5 % aux Pays-Bas. De tous les pays industrialisés, seul le Japon a fait mieux que la France (+ 3,0 %) en 1982.

L'examen des données en termes infra-annuels (voir tableau 1) montre toutefois qu'en glissement, la croissance a été plus faible : + 1,3 % ; les bonnes performances obtenues au cours du second semestre 1981 (+ 1,3 % par rapport au premier semestre) expliquent donc 0,6 % de la croissance moyenne observée en 1982⁽²⁾.

La lecture du tableau 1 montre par ailleurs que la progression des différentes composantes de la demande est très inégale. La consommation des ménages (+ 3,5 % en moyenne et + 3,4 % en glissement), les variations de stocks (1,3 % de contribution à la croissance du PIB) et, dans une moindre mesure, l'investissement des entreprises (+ 1,6 % en moyenne et + 0,6 % en glissement) sont les trois composantes dynamiques tandis que l'investissement en logement, et surtout les échanges extérieurs ont fortement ralenti la croissance du PIB. Les exportations diminuent de 3,7 % en moyenne et de 2,8 % en glissement alors que les importations progressent de 4,8 % en moyenne et restent stables en glissement. Au total, la balance extérieure contribue à freiner la croissance du PIB de 2,1 % en 1982. Les mauvais résultats obtenus sur les échanges en volume expliquent pratiquement la totalité de l'augmentation du déficit de la balance des biens et services en valeur entre 1981 (- 55 milliards) et 1982 (- 95 milliards).

Le blocage des prix et des revenus mis en place dans le cadre de la politique d'accompagnement du rajustement monétaire du 12 juin 1982 a permis de ralentir sensiblement les évolutions nominales dans la deuxième partie de 1982. Alors que le glissement des prix de détail avait été de 7 % au second semestre 1981 et 6 % au premier semestre 1982, il descend à + 3,4 % au second. Quant au taux de salaire horaire, son glissement en termes semestriels passe d'environ 8 % à 4,5 %. En moyenne annuelle, compte tenu du fort acquis de 1981, les prix de détail augmentent de 11,8 % (contre 13,4 % en 1981) et le taux de salaire horaire de 15,4 % (contre 15,0 % en 1981).

Le développement des « contrats de solidarité », la réduction de la durée du travail (- 2,7 % en moyenne par rapport à 1981) et les créations d'emplois publics permettent de ralentir le rythme de progression du chômage. En moyenne mensuelle, le nombre des demandeurs d'emploi augmente de 56 000 personnes entre le premier et le second semestre 1982 alors qu'il avait crû de 180 000 personnes entre le premier et le second semestre 1981 (cf. tableau 1).

(1) Rappelons que les comptes trimestriels sont établis aux prix de l'année 1970. Aux prix de l'année 1981, le PIB marchand progresse de 2,0 %.

(2) En outre, la forte croissance de la production agricole (la valeur ajoutée a augmenté de 11,1 % en volume) explique 0,5 point de la croissance du PIB.

Tableau 1
Evolution de l'économie française en 1980-1982

	Variations en % par rapport à l'année précédente			1981		1982	
	1980	1981	1982 (1)	1 ^{er} se- mestre (2)	2 ^e se- mestre (2)	1 ^{er} se- mestre (2)	2 ^e se- mestre (2)
<i>Biens et services mar- chands (prix 1970)</i>							
PIB marchand	1,1	0,2	1,9	0,5	1,3	1,1	0,2
Importations	7,2	1,6	4,8	- 0,4	6,1	2,6	- 2,6
Consommation des ménages	1,7	2,1	3,5	1,2	1,3	2,5	0,9
Consommation finale des administrations ...	1,5	2,3	1,7	1,5	1,1	0,9	0,4
FBCF totale	2,4	- 1,4	- 0,4	- 0,4	- 0,5	0,9	- 2,8
• dont entreprises et EI	6,4	- 2,3	1,6	- 3,7	- 0,2	2,7	- 1,9
• dont ménages	- 4,1	- 1,0	- 6,0	1,7	- 2,2	- 2,9	- 5,3
Exportations	2,4	5,4	- 3,7	6,7	0,0	- 7,3	4,5
Variations de stocks (en milliards de F 70)	22,2	0,0	15,6	- 1,1	1,0	9,8	5,7
<i>Prix du PIB marchand</i>	11,5	11,5	12,3	5,0	7,6	6,3	2,9
<i>Indice de prix implicites de la consommation des ménages</i>							
	13,1	12,7	10,9	5,9	5,7	5,1	2,9
<i>Prix de détail</i>	13,6	13,4	11,8	6,5	7,0	6,0	3,4
<i>Taux de salaire horaire (3)</i>	15,3	15,0	15,4	7,3	8,1	7,8	4,5
<i>Balance des biens et services</i>							
(cvs, en milliards de francs courants)	- 55,5	- 54,4	- 95,6	- 26	- 28	- 45	- 50
<i>Chômage (cvs, moyenne mensuelle en milliers de personnes)</i>							
	1 451,0	1 772,7	2 008,2	1 684,0	1 861,5	1 980,0	2 036,2

(1) Comptes trimestriels (prix 1970).

(2) Glissements semestriels (somme des variations enregistrées sur les deux trimestres constituant le semestre) en %, sauf pour les variables exprimées en niveau : variation de stocks, balance des biens et services et chômage.

(3) Enquête trimestrielle du ministère du Travail.

Source : « Informations Rapides », n° 81, 21 avril 1983, INSEE.

Les prévisions relatives à l'environnement international

En juin 1981, lorsque le gouvernement de gauche est arrivé au pouvoir, il tenait le raisonnement suivant :

(i) La gestion du gouvernement précédent en matière de dépenses publiques a donné lieu à un déficit public relativement modeste comparé à la plupart des autres pays ; il y a donc une marge de manœuvre dans ce domaine.

(ii) La reprise de l'économie mondiale interviendra en 1982 : anticipons-la de quelques mois en relançant la demande interne ; on évitera ainsi une aggravation trop forte du chômage.

Nous savons maintenant que cette reprise n'a malheureusement pas eu lieu en 1982, ce qui a placé la conjoncture française à contre-courant de celle des autres pays et, par voie de conséquence, a entraîné un déficit extérieur important et augmenté le différentiel d'inflation entre la France et l'étranger.

Aujourd'hui certains observateurs affirment que le gouvernement français a fait preuve d'un optimisme excessif en pensant que la reprise mondiale aurait lieu en 1982. Qu'en est-il exactement ?

Pour répondre à cette question, nous avons récapitulé les différentes prévisions faites depuis le milieu de l'année 1981 par les commissions économiques de deux organismes internationaux : l'OCDE et la CEE. En les comparant aux projections de l'environnement international associées aux budgets économiques ainsi qu'à celles des Instituts français, nous serons en mesure d'apprécier si oui ou non les pouvoirs publics ont été les seuls à se tromper.

Plusieurs types de variables peuvent être considérées pour caractériser l'environnement extérieur de la France, le PNB de l'OCDE, les importations par zone, les marchés à l'exportation, la hausse des prix du PNB et/ou de la consommation des principaux pays de l'OCDE. Afin de ne pas multiplier le nombre des tableaux dans le texte, les différentes prévisions annuelles de l'OCDE et de la CEE relatives aux variables précitées sont reportées aux tableaux 1 et 2 de l'annexe.

Le tableau 2 ci-après regroupe les prévisions faites par l'OCDE et la CEE concernant l'évolution semestrielle du PNB des pays de la zone OCDE.

Les prévisions de croissance du PNB des pays de l'OCDE sont continûment révisées en baisse entre mars 1981 et décembre 1982

La lecture du tableau 2 montre qu'entre mars 1981 et décembre 1981 les prévisions de la croissance semestrielle du PNB sont passées respectivement de 2,5 % à 0 % pour le second semestre 1981 et de 2 % à 0,75 % pour le premier semestre 1982. Entre mars et décembre 1982, les perspectives relatives à l'année 1982 se sont égale-

Tableau 2

Les différentes prévisions de la CEE et de l'OCDE
relatives à la croissance du PNB/PIB de la zone OCDE
exprimées en termes semestriels ⁽¹⁾

Variations en % par rapport au semestre précédent	1980		1981		1982	
	I	II	I	II	I	II
Prévisions CEE (mars 1981)	1,6	- 0,3	0,5	2,5	—	—
Prévisions OCDE (juillet 1981)	—	—	2,25	1,0	2,0	3,0
Prévisions CEE (novembre 1981)	—	—	2,3	0,9	2,4	3,4
Prévisions OCDE (décembre 1981)	—	—	2,4	0	0,75	3,25
Prévisions CEE (mars 1982)	—	—	2,4	0,2	0,7	3,0
Prévisions OCDE (juillet 1982)	—	—	—	0,3	- 0,5	2,25
Prévisions CEE (novembre 1982)	—	—	1,7	0,1	- 0,7	1,2
Prévisions OCDE (décembre 1982)	—	—	—	—	- 0,8	0
Réalisations ⁽²⁾	1,1	- 0,3	1,7	0,1	- 0,8	0

(1) Sources : CEE : « Economie Européenne », n° 8 (mars 1981), n° 10 (novembre 1981), n° 11 (mars 1982) et n° 14 (novembre 1982).

OCDE : « Perspectives Economiques de l'OCDE », n° 29 (juillet 1981), n° 30 (décembre 1981), n° 31 (juillet 1982) et n° 32 (décembre 1982).

(2) Pour le premier et le second trimestre 1982, estimations de l'OCDE (décembre 1982).

ment régulièrement détériorées. Alors que la CEE prévoyait en mars 1982 une croissance du PNB de 0,7 % pour le premier semestre, celui-ci a finalement reculé de 0,8 %. La croissance du second semestre aura été nulle alors que les projections faites entre juillet 1981 et juillet 1982 se situaient entre 3 % et 3,4 %. En termes annuels, les prévisions élaborées avant décembre 1981 tablaient sur une croissance du PNB de l'OCDE en 1982 d'environ 2 % alors que c'est une baisse supérieure à 0,5 % qu'on a observée.

Les importations de la CEE, de l'OCDE et de la zone non-OCDE sont également fortement surestimées. En juillet 1981, la commission de l'OCDE prévoyait une hausse des importations de produits manufacturés de 6 % pour la zone OCDE et de 9 % pour la zone non-OCDE, alors que les estimations de décembre 1982 donnent respectivement une hausse d'environ 2 % — soit 4 points de moins — et une baisse de 0,5 % — soit 9,5 points de moins (voir tableaux 1 et 2 en annexe).

Le ralentissement de l'inflation mondiale est sous-estimé

Il n'est pas surprenant de constater que l'erreur de diagnostic sur la reprise mondiale aille de pair avec une sous-estimation du ralentissement de l'inflation dans le monde et en particulier aux Etats-Unis. En

moyenne annuelle, les prévisions de l'OCDE tablaient sur un ralentissement de la hausse des prix à la consommation d'un point entre 1981 et 1982, alors qu'elle aura atteint plus de deux points en moyenne dans la zone OCDE. (Voir tableau 2 en annexe).

Les projections françaises relatives à l'environnement international sont très proches des prévisions des organismes internationaux

La comparaison des prévisions relatives à l'environnement international associées aux budgets économiques avec celle des deux organismes internationaux considérés ci-dessus montre que les prévisions officielles n'étaient pas volontairement optimistes. Le budget économique de septembre 1981 prévoyait une croissance du PIB de nos huit principaux partenaires de 1,8 % en 1982 associée à une augmentation de la demande mondiale de 4,8 % (voir tableau 3 de l'annexe), perspectives très proches de celles publiées par l'OCDE en juillet 1981 et la CEE en novembre 1981.

L'examen du tableau 3 ci-après montre d'ailleurs que la quasi-totalité des prévisionnistes français partageaient cette opinion au cours de l'été 1981. En effet, la croissance des exportations qu'ils prévoyaient pour 1982 se situait entre 4 % (Expansion) et 5,2 % (REXECO), à l'exception du GAMA (+ 1,7 %) (3).

Les perspectives françaises pour 1982 publiées à partir de l'été 1981

Nous venons de voir qu'à partir de l'été 1981, les organismes de prévision s'attendaient à ce que la reprise temporaire de l'économie mondiale, qui s'était amorcée au cours du premier semestre 1981, se confirme au début de l'année 1982 pour s'amplifier ensuite. Dans ce contexte, le gouvernement de gauche décide des mesures de relance de juin 1981. Quelles sont alors les prévisions relatives à l'économie française établies par les instituts de prévision ?

Nous examinerons successivement les différents scénarios sortis immédiatement après l'arrivée du gouvernement Mauroy, puis les projections officielles associées au budget 1982 ; ensuite, nous étudierons les prévisions des différents instituts publiées à partir du quatrième trimestre 1981, et enfin, nous comparerons les diverses prévisions aux réalisations.

(3) Ce chiffre résulte, d'une part, d'une prévision de la demande mondiale plus faible (+ 3 %) et, d'autre part, du fait que selon les relations économétriques testées sur le passé, une relance de la demande intérieure freine les exportations.

Les scénarios publiés en juin 1981

Nous les avons récapitulés dans le tableau 3.

Première constatation, la plupart des prévisionnistes, en particulier ceux de l'Expansion et REXECO, ont exagéré les conséquences de la hausse de 10 % du SMIC de juin 1981 sur l'ensemble des salaires de même qu'ils ont surestimé l'impact inflationniste de la relance. En glissement, au cours du second semestre 1981, le taux de salaire horaire a progressé de 8,1 % et les prix à la consommation de 7 %, alors que les instituts prévoient entre 9 % et 12 % de hausse des salaires et entre 8 % et 11 % pour les prix (4).

Deuxième constatation, la majorité des instituts n'a pas donné une prévision, mais deux scénarios pour 1982. Pour le GAMA, les incertitudes résultent des conséquences de la réduction de la durée du travail sur la production potentielle, donc sur la quantité de biens que les entreprises françaises pourront offrir pour satisfaire la demande interne et externe, et de la politique de change qui sera suivie face à l'aggravation du déficit extérieur. Dans le premier scénario (R1), le GAMA considère une politique de défense du Franc (en particulier grâce au maintien de taux d'intérêt élevés), et suppose que la diminution de la durée du travail et la cinquième semaine de congé s'accompagnent d'une réorganisation du temps de travail qui permet une diminution limitée de la production potentielle. Le scénario se caractérise par une croissance du PIB de 3,1 %, une hausse des prix de 12,1 % et un déficit extérieur de 68 milliards. Dans son second scénario, il suppose un glissement du Franc par rapport aux principales monnaies et une baisse de la durée d'utilisation des équipements égale à la réduction de la durée du travail (5). Il en résulte une accélération de la hausse des prix (+ 14 % contre + 12,1 % dans R1) et une aggravation du déficit commercial (- 99 milliards).

Les deux scénarios présentés par REXECO sont moins bien explicités. Dans le premier cet institut suppose que les prix et les salaires dérapent (+ 19 % et + 23 %), en contrepartie, la croissance du PIB atteint 4,1 % et le déficit extérieur dépasse 120 milliards. Dans le second scénario REXECO fait l'hypothèse que, grâce à une politique des revenus, on évite une hausse trop forte des prix (+ 14 %) et des salaires (+ 16 %) ce qui permet de limiter le déficit commercial à 50 milliards.

Dans son premier scénario l'Expansion suppose que le dérapage des prix et l'ampleur du déficit commercial conduiront à une politique de stabilisation à partir de juillet 1982. C'est en partie ce qui s'est réalisé, mais les résultats ont été meilleurs que ceux qui étaient anticipés par ce magazine puisque les prix ont augmenté de 11,8 % contre 16 % prévu et que le glissement annuel des salaires a été d'environ 12 %,

(4) Cette surestimation est d'autant plus surprenante que l'analyse des prévisions passées nous enseigne qu'en matière d'inflation, les prévisions sont en général trop optimistes (voir [1]).

(5) Selon une enquête de l'INSEE de septembre 1982, la diminution de la durée du travail a entraîné pour 40 % des entreprises interrogées, une baisse proportionnelle de la production et pour 25 % une baisse moins que proportionnelle.

Tableau 3

Les prévisions pour l'économie française publiées au cours de l'été 1981

(Accroissements annuels moyens, en %)	OCDE (a) (juillet 81)		GAMA (juin 81)				REXECO (juin 81)				BIPE (juillet 81)		EXPANSION (juillet 81)		
	1981	1982	1981		1982		1981		1982		1981	1982	1981	1982	
			(1)	(2)	(1)	(2)	(3)	(4)	(3)	(4)				(5)	(6)
<i>Biens et services (en vol.)</i>															
PIB	- 0,5	1,75	0,3	0,2	3,1	2,5	- 0,6	- 0,8	4,1	2,7	0,5	3,5	0,8	2,7	4,6
Consommation privée	1,0	1,25	2,0	1,8	5,8	5,2	2,0	1,7	3,9	2,2	2,0	4,0	2,5	4,0	5,0
Investissements des entreprises (b)	- 4,5	0	- 3,8	- 4,3	1,8	0,4	- 6,3	- 6,3	- 2,1	- 2,5	- 4,5	1,2	- 3,0	- 2,5	2,0
Exportations	1,5	4,5	2,5	2,6	1,6	1,7	1,8	1,8	5,2	5,2	3,0	4,5	1,3	4,0	4,0
Importations	- 1,0	2,5	- 1,5	- 1,8	8,0	7,3	- 3,5	- 4,0	8,3	5,5	- 1,0	7,0	0,0	8,0	6,0
Prix à la consommation	12,75	11,5	13,6	14,1	12,1	14,0	14,1	13,9	19,4	14,0	13,4	15,7	13,5	16,0	15,0
Taux de salaire horaire (c)	15,0	13,5	nd	nd	nd	nd	16,3	15,5	23,0	16,0	16,2	21,6	18,0	18,0	21,0
Balance des biens et services (d) (en milliards de francs courants)	- 52,2	- 33,0	- 42,4	- 52,4	- 68	- 99	- 60,4	- 47,1	- 123,6	- 50,0	- 61,0	- 78,0	- 80,0	(- 120)	(- 100)
Taux de change dollar/FF	5,5	5,5	5,2	5,5	5,0	5,7	5,5	5,3	6,3	5,7	5,5	5,3	nd	nd	nd
Chômage (moyennes mensuelles en millions de personnes)	nd	nd	1,65	1,65	1,52	1,54	1,75	1,80	1,75	1,95	nd	nd	nd	nd	nd

(a) Les prévisions de l'OCDE ont été élaborées avant le 2 juin 1981, c'est-à-dire sans tenir compte des mesures de relance de juin 1981. (b) Pour l'OCDE, investissement privé hors logement, pour le BIPE, investissement productif. (c) Pour l'OCDE, taux de salaire horaire dans l'industrie, pour l'Expansion, glissement du début à la fin de l'année. (d) Sauf pour l'OCDE, balance commerciale.

(1) Scénario R1 : incidence limitée de la réduction de la durée du travail sur la durée d'utilisation des équipements et soutien du Franc.

(2) Scénario R2 : baisse de la durée d'utilisation des équipements égale à la baisse de la durée hebdomadaire du travail et glissement plus important du Franc.

(3) Scénario 1 : Expansion et inflation rapide.

(4) Scénario 2 : Expansion et inflation moins rapide.

(5) Scénario de stabilisation.

(6) Scénario de radicalisation.

Sources utilisées : cf. références bibliographiques.

contre 18 % prévu. En outre l'investissement des entreprises a crû légèrement, alors que dans ce scénario les prévisionnistes de l'Expansion le voyaient reculer de 2,5 %, malgré une croissance du PIB de 2,7 %. Dans le second scénario l'Expansion suppose un blocage des prix et des mesures protectionnistes qui permettent de porter la croissance du PIB à 4,6 % avec un déficit commercial de 100 milliards et une hausse des prix de 15 %, malgré un glissement des salaires de 21 % au cours de l'année.

Au total l'examen des différents scénarios montre que les instituts de prévision qui ont voulu chiffrer dès juin 1981 les conséquences de la nouvelle politique économique ont beaucoup de difficultés pour se faire une idée précise, premièrement sur la mise en œuvre de la nouvelle politique, notamment en matière salariale, de change, de durée de travail, de protectionnisme ; deuxièmement sur les réactions des agents économiques face au changement politique. Sur ce dernier point, il semble que certains instituts aient volontairement exagéré les changements de comportements des entreprises (chute des investissements et forte augmentation des prix) et des salariés (fortes revendications salariales).

La lecture du tableau 3 illustre fort bien la perplexité des prévisionnistes ; en effet, selon les scénarios, la croissance du PIB se situe entre 2,5 % et 4,6 %, la consommation des ménages entre 2,2 % et 5,8 %, l'investissement des entreprises entre - 2,5 % et + 2 %, les prix entre 12,1 % et 19,4 % et le déficit extérieur entre 50 milliards et 120 milliards.

Les projections économiques associées au budget 1982

La publication en septembre 1981 du budget 1982 et des prévisions économiques associées va permettre d'y voir plus clair dans la stratégie économique du gouvernement Mauroy. Dans le tableau 4 ci-après, nous indiquons quelles étaient les prévisions officielles associées au budget 1982, ensuite nous donnons la moyenne ainsi que la « fourchette » des autres prévisions publiées au cours du quatrième trimestre 1981 et du deuxième trimestre 1982 ⁽⁶⁾ ; enfin nous rappelons les chiffres provisoires des réalisations.

Selon les prévisions officielles, la consommation des ménages devait augmenter de 2,5 %, l'investissement des entreprises de 3,0 %, le salaire annuel brut moyen de 15 % et les prix à la consommation de 12,9 %. Autrement dit, ces prévisions supposaient, d'une part, que l'augmentation du pouvoir d'achat serait relativement limitée en 1982 puisque la consommation devait croître seulement de 2,5 % et d'autre part que les entreprises recommenceraient à investir grâce à la stimulation de la demande.

(6) Nous avons regroupé les prévisions d'une dizaine d'instituts différents : BIPE, COE, CEE, Crédit Lyonnais, l'Expansion, GAMA, Nouvel Economiste, OCDE, REXECO, Vie Française (les sigles utilisés sont définis en annexe).

Tableau 4

Prévisions concernant l'économie française en 1982 publiées à partir de l'automne 1981

Accroissements annuels moyens en %	Budget économique (septembre 1981)	Prévisions publiées au 4 ^e trimestre 1981			Prévisions publiées au 2 ^e trimestre 1982			Réalizations (2)
		basse (1)	moyenne	haute (1)	basse (1)	moyenne	haute (1)	
<i>Biens et services en volume :</i>								
PIB	3,3	2,5 (*)	2,75	3,1 (G)	1,2 (G)	1,8	2,7 (CE)	1,9
Consommation des ménages ..	2,5	2,2 (CC)	2,8	3,2 (CE)	1,5 (G)	2,2	3,4 (R)	3,5
Investissement total	2,3	- 1,6 (R)	0,2	1,5 (G)	- 2,2 (E)	- 0,7	1,2 (CC)	- 0,4
Investissement des entreprises	3,0	- 4,0 (R)	- 0,6	1,2 (G)	- 4,5 (E)	- 1,3	1,0 (CC)	1,6
Exportations	4,9	3,5 (E)	4,5	5,9 (CE)	- 0,1 (R)	2,2	4,5 (CC)	- 3,7
Importations	5,1	4,5 (CC)	5,7	7,7 (CE)	2,5 (E)	3,9	6,0 (CC)	4,8
<i>Prix à la consommation</i>	12,9	12,0 (CL)	13,5	15,5 (R)	12,0 (CL)	12,75	13,8 (R)	10,9
<i>Taux de salaire horaire</i>	15,0	15,5 (N)	16,7	17,8 (R)	15,7 (G)	16,4	18,9 (R)	15,4
<i>Solde des biens et services</i> (mil- liards de francs courants)	- 61,3	- 47,0 (O)	- 66,0	- 86,5 (R)	- 52,5 (O)	- 71,5	- 82,0 (R)	- 95,6

(*) Quatre organismes ont publié une croissance du PIB de 2,5 % (BIPE, COE, OCDE et Nouvel Economiste).

(1) B = BIPE, CC = COE, CE = CEE, CL = Crédit Lyonnais, G = GAMA, R = REXECO, O = OCDE, E = Expansion, N = Nouvel Economiste, V = Vie Française.

(2) Source : Comptes Trimestriels (prix 1970).

**Les prévisions des autres instituts
publiées au cours des derniers mois de 1981
confirment-elles le pronostic officiel ?**

La lecture du tableau 4 permet de répondre par l'affirmative, sauf en ce qui concerne l'investissement. Alors que le budget économique prévoit une croissance de l'investissement des entreprises de 3 % en moyenne, les prévisions non officielles s'attendent à une baisse de 0,6 %. Il faut néanmoins noter que cette prévision n'est pas partagée par l'ensemble des instituts, puisque REXECO prévoyait une baisse de 4 % et le GAMA une hausse de 1,2 %.

**Au cours du printemps 1982, la quasi-totalité des instituts
croient encore à une reprise imminente de l'économie mondiale,
mais les conséquences du plan de rigueur de juin
sont diversement appréciées.**

Bien qu'il soit délicat d'analyser globalement les prévisions du second trimestre 1982 dans la mesure où certaines d'entre elles ne prennent pas en compte les mesures d'accompagnement de la dévaluation de juin 1982, on peut néanmoins faire les remarques suivantes :

1) En moyenne, les prévisionnistes s'attendent encore à une croissance des exportations de 2,2 %, alors qu'en réalité elles auront diminué de 3,7 %. Ceci est d'autant plus surprenant que l'essentiel de la chute est enregistré sur le premier semestre de l'année (- 7,3 % en glissement).

2) Les divers instituts donnent des évolutions très différentes de la consommation des ménages et des investissements. Selon le GAMA, la consommation augmenterait de 1,5 % alors que REXECO donne + 3,4 %. L'Expansion chiffre le recul de l'investissement des entreprises à 4,5 %, le GAMA à 2,2 % alors que le COE prévoit une hausse de 1 %, ce qui correspond à peu près à l'observation.

3) L'impact du blocage des prix et des revenus est diversement apprécié ; REXECO suppose que celui-ci sera limité puisqu'il prévoit fin juin 1982 une augmentation du taux de salaire proche de 19 % et une hausse des prix de 13,8 %, alors que la prévision du Crédit Lyonnais est beaucoup plus proche de la réalité : + 12 % contre + 11 % observé.

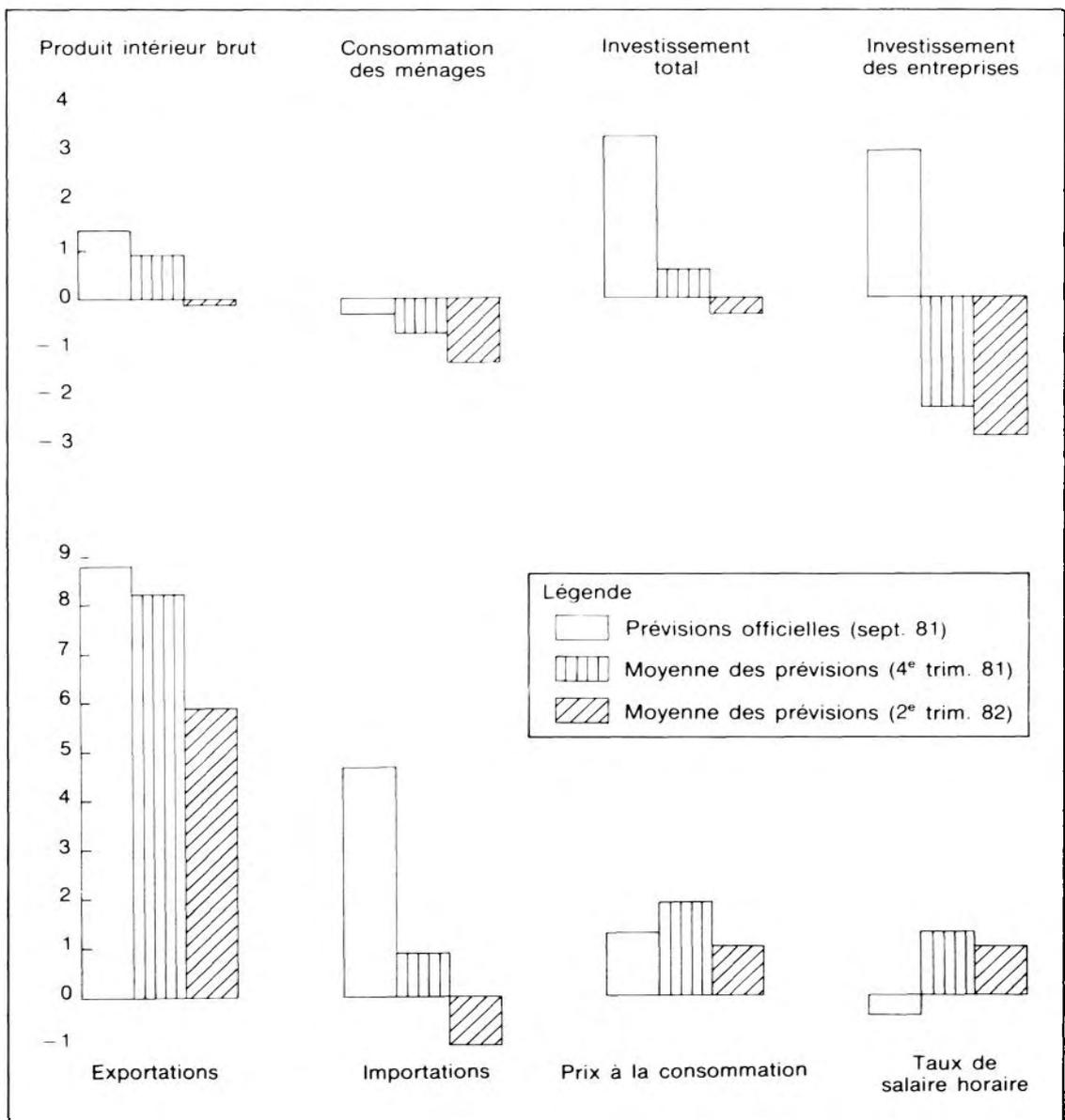
En résumé, on peut donc dire que les prévisionnistes ont surestimé l'impact récessif du plan de rigueur de juin sur la croissance du second semestre 1982, alors qu'ils ont manifestement sous-estimé le ralentissement des hausses nominales qui a résulté du blocage des prix et des revenus.

Les écarts entre les prévisions et les réalisations sont dans l'ensemble assez importantes

Le graphique 1 ci-après indique les écarts prévisions-réalisations constatés pour les différentes prévisions considérées précédemment. On remarque que les erreurs sur les prévisions de juin 1982 sont plus importantes que celles des projections antérieures en ce qui concerne l'investissement et la consommation des ménages.

Graphique 1

Écarts prévisions-réalisations (en points), année 1982



Conclusion

L'année 1982 aura été particulièrement difficile pour les prévisionnistes. La montée du dollar et le passage d'un environnement international stagflationniste à un environnement déflationniste n'ont été prévus ni par les organismes internationaux ni par les instituts français. Les infléchissements de la politique économique française, dus en partie au mauvais environnement extérieur, ont été mal ou pas du tout anticipés. Lorsqu'ils ont eu lieu, leurs conséquences ont été le plus souvent appréciées de façon erronée.

Dans ces conditions il n'est pas surprenant de constater des écarts prévisions-réalisations importants. C'est évidemment le cas des exportations en volume, où l'on trouve une erreur dépassant 8 points, et du déficit commercial, qui a été sous-estimé d'environ 30 milliards. Dans ce domaine il faut d'ailleurs remarquer que, sur la période 1979-1981, la plupart des instituts avaient déjà sous-évalué le déficit des échanges extérieurs de 25 milliards chaque année (voir [1]).

La baisse du taux d'épargne brut des ménages au second semestre a également été sous-estimée par la majorité des instituts. Au début de l'été 1982, ceux-ci prévoyaient, en moyenne, une augmentation de la consommation de 2,2 % alors qu'elle a été de 3,5 %.

En ce qui concerne l'investissement des entreprises, à l'exception des prévisions officielles, les instituts ont été beaucoup trop pessimistes dans ce domaine, puisqu'ils prévoyaient une baisse plus ou moins accentuée, alors que celui-ci a progressé d'environ 2 %. Cette erreur est d'autant plus surprenante que sur la période 1970-1981, la croissance de l'investissement des entreprises a été surestimée en moyenne de 2 points par an (voir [1]).

Enfin, les hausses de prix et de salaires ont été nettement moins fortes que prévu, soit parce que la politique de blocage des prix et des revenus n'avait pas été anticipée, soit parce que sa réussite avait été sous-estimée.

Références bibliographiques

[1] A. FONTENEAU, « La fiabilité des prévisions macro-économiques à court terme : 12 ans d'expériences françaises (1970-1981) », *Observations et Diagnostics Economiques*, n° 2, octobre 1982, pp. 69-111.

Sources utilisées pour le tableau 3 :

OCDE : « Perspectives économiques de l'OCDE », juillet 1981.

GAMA : R. Courbis, A. Fonteneau et A. Keller, « Scénarios pour 1981 et 1982 », *Le Monde de l'Economie* du 30 juin 1981 + erratum du 14 juillet 1981.

REXECO : « Problématique pour l'économie française », Rapport à la réunion du groupe technique de la *Commission des Comptes de la Nation* du 30 juin 1981.

BIPE : « L'économie française en 1981 et 1982 : données d'encadrement », vol. 1, printemps 1981.

EXPANSION : « 1982, ça ne pourra pas continuer », Ph. Lefournier, *Magazine l'Expansion* du 3/16 juillet 1981.

Annexe

Tableau 1
Prévisions de l'OCDE (1)

(Variations en % par rapport à l'année précédente, moyennes annuelles)

Prévisions publiées en...	Juillet 1981			Décembre 1981			Juillet 1982			Décembre 1982		
	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982
<i>PNB/PIB en volume</i>												
• 7 grands pays industriels (a)	1,2	1,25	1,75	1,0	1,25	1,0	1,1	1,2	0,25	1,0	1,6	- 0,5
• Total OCDE	1,3	1,25	2,0	1,2	1,25	1,25	1,3	1,2	0,5	1,2	1,5	- 0,5
<i>Importations de produits manufacturés en volume</i>												
• Total OCDE	2,3	0	6,0	2,3	0,75	5,5	3,3	1,2	4,0	2,3	1,3	2,25
• Total non-OCDE	7,1	7,25	9,0	8,2	12,5	6,5	8,3	13,2	5,0	5,7	8,8	- 0,5
<i>Marché à l'exportation de produits manufacturés pour la France</i>	4,9	1,0	6,25	5,8	3,25	5,0	6,7	3,7	4,25	6,3	2,7	1,5
<i>Indice de prix implicites de la consommation privée (b)</i>												
• USA	13,5	8,5	8,0	13,5	8,25	7,5	13,5	8,3	5,75	13,5	8,6	6,0
• RFA	5,5	5,5	4,0	5,5	5,75	4,25	5,5	5,9	4,5	5,5	6,0	5,0
• Total OCDE	12,9	10,0	9,0	12,9	9,5	8,75	12,9	9,6	8,25	12,9	9,4	7,5

(a) Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada.

(b) Prix de détail pour l'année 1980.

(1) Source : « Perspectives économiques de l'OCDE » : n° 29 (juillet 1981), n° 30 (décembre 1981), n° 31 (juillet 1982), n° 32 (décembre 1982).

Annexe (suite)

Tableau 2

Prévisions de la Commission des Communautés Européennes ⁽¹⁾

(Variations en % par rapport à l'année précédente, moyennes annuelles)

Prévisions publiées en...	Mars 1981		Novembre 1981			Mars 1982			Novembre 1982		
	1980	1981	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982
<i>PNB/PIB en volume</i>											
• Total OCDE	1,5	0,9	1,2	1,3	2,3	1,3	1,2	1,2	1,3	1,1	- 0,1
<i>Importations de marchandises en volume</i>											
• Communauté Européenne	n.d.	n.d.	2,0	- 3,7	4,3	1,9	- 3,7	3,9	1,9	- 2,6	2,3
• Monde	1,9	0,5	1,9	0,5	4,3	2,2	0,1	3,4	2,2	- 1,0	2,1
<i>Marché à l'exportation de la Communauté Européenne, y compris commerce intra-CE ^(a)</i>											
.....	3,1	0,2	3,1	- 0,7	4,5	3,2	- 1,0	3,5	3,2	1,3	0,2
<i>Indice des prix implicites à la consommation</i>											
• USA	10,5	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	10,2	8,25	7,5	10,2	8,3	6,4
• RFA	5,4	4,5	5,4	5,8	4,5	5,4	6,0	4,5	5,3	6,1	5,0
• Communauté Européenne	12,0	10,4	11,9	11,6	10,5	11,8	11,4	10,6	11,1	11,8	10,5

(a) Importations vers les divers marchés pondérés selon leur part dans les exportations de la Communauté Européenne.

(1) Source : « Economie Européenne », n° 8 (mars 1981), n° 10 (novembre 1981), n° 11 (mars 1982) et n° 14 (novembre 1982).

Les erreurs de prévision économique pour 1982

Annexe (suite)

Tableau 3

L'environnement international de la France en 1981 et 1982
d'après les budgets économiques

Accroissements annuels moyens en %	Septembre 1981 (1)			Prin- temps 1982 (2)	Septembre 1982 (2)		
	1980	1981	1982		1980	1981	1982
PIB des huit principaux par- tenaires (a)	1,5	- 0,4	1,8	0,8	1,7	- 0,3	0,6
Importations de marchandises en volume (a) de :							
• 8 principaux partenaires ...	2,3	- 2,5	4,0	3,1	0,3	- 2,7	1,9
• OCDE	2,4	- 2,3	3,7	n.d.	1,2	- 2,6	1,6
• Monde	4,0	0,3	4,8	n.d.	3,8	0,5	1,5
Prix du PIB des 8 principaux partenaires (a)	10,6	9,5	9,1	9,1	10,4	8,9	8,9
Prix à la consommation des 8 principaux partenaires (a) ..	10,8	10,3	8,9	9,2	10,8	10,0	9,2
dont • USA	10,2	8,0	8,5	6,9	10,2	8,3	6,3
• RFA	5,4	5,4	4,0	4,7	5,4	5,9	5,0

(a) Pondération par la structure des exportations françaises en 1980.

(1) Source : Annexe au rapport économique et financier. Loi de Finances pour 1982. *septembre 1981*.

(2) Source : Annexe au rapport économique et financier. Loi de Finances pour 1983. *septembre 1982*.

Sources utilisées

BIPE : Bureau d'Information et de Prévision Economique. Les prévisions économiques du BIPE sont publiées sous forme de rapports destinés aux abonnés de cet organisme, deux fois par an ; en juillet et en novembre.

Budget économique - Loi de Finances : Prévisions officielles publiées en septembre dans l'annexe du *Rapport économique et financier* associé au projet de Loi de Finances.

CEE : Les prévisions par pays de la CEE existent depuis mars 1979. Elles sont publiées dans la revue *Economie Européenne*. Théoriquement, on dispose de trois prévisions par an : en mars et juillet (pour l'année t) et en novembre (pour l'année t et t + 1).

COE : Centre d'Observation Economique de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris. Les prévisions du COE sont publiées dans sa *Lettre mensuelle de conjoncture*, au printemps (mars-avril) et en automne (octobre-novembre).

Annexe (fin)

Crédit Lyonnais : Les prévisions de cette banque existent depuis 1975. Elles sont publiées deux fois par an : en juillet (pour l'année t) et en décembre (pour l'année t et t + 1) dans *Conjoncture et prévision*, document interne au Crédit Lyonnais.

Expansion : Les prévisions du magazine *l'Expansion* sont publiées début janvier (pour l'année t) et, début juillet (pour l'année t et t + 1).

GAMA : Groupe d'Analyse Macro-économique Appliquée. Le GAMA est une équipe de recherche universitaire associée au CNRS. Ce groupe élabore des prévisions macro-économiques depuis le début de l'année 1979. Celles-ci sont publiées soit sous forme de rapports internes (Note GAMA) destinés aux abonnés, soit dans la revue *Prévision et analyse économique*.

Nouvel Economiste : Les prévisions du magazine *Le Nouvel Economiste* sont publiées au début de l'année t depuis le milieu des années 1970. Elles sont établies à partir d'une enquête auprès d'une trentaine d'experts français et étrangers.

OCDE : L'Organisation de Coopération et de Développement Economique publie des prévisions semestrielles pour les pays membres deux fois par an, en juillet et décembre, dans *Perspectives Economiques de l'OCDE*. De 1970 à 1980, l'horizon prévisionnel était de 12 mois ; depuis juillet 1980, les prévisions sont faites à l'horizon de 18 mois.

REXECO : Cet institut élabore des prévisions depuis le printemps 1978. Nous avons utilisé les prévisions que cet organisme communique aux réunions du Groupe Technique de la Commission des Comptes de la Nation (*).

Vie Française : Les prévisions du magazine *La Vie Française* sont publiées au début de l'année t. Elles sont établies à partir d'une enquête auprès d'experts.

(*) L'objet de ce groupe (créé au printemps 1979) est de confronter les prévisions officielles du ministère de l'Economie et les prévisions des différents instituts ou centres de prévision non administratifs (AFEDE, BIPE, COE, GAMA, REXECO et plus récemment OFCE).